



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/36/788
8 décembre 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
Point 58 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 7 décembre 1981, adressée au Secrétaire général par le
Représentant permanent de l'Ethiopie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un message qui vous est adressé par M. Feleke Gedle-Giorgis, ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie socialiste.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la lettre et le communiqué ci-joints comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 58 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Mohamed Hamid IBRAHIM

ANNEXE

Lettre datée du 25 novembre 1981, adressée au Secrétaire général
par le Ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie

En ma qualité de Président de la session extraordinaire de la Commission politique créée en vertu du Traité tripartite d'amitié et de coopération entre l'Ethiopie socialiste, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et la République démocratique populaire du Yémen, tenue à Addis-Abeba du 15 au 17 novembre 1981, j'ai l'honneur de vous demander d'accorder une attention urgente aux récents événements survenus dans notre région, événements que nos gouvernements respectifs tiennent pour extrêmement inquiétants et graves.

Nul n'ignore que dans les pays en développement du monde entier, la grande majorité des peuples aspirent avant tout à la paix et à la stabilité. Ils consacrent toutes leur énergie et leurs ressources au combat contre les ennemis communs de l'humanité : la faim, la maladie, l'ignorance et la pauvreté. Ils luttent avec obstination pour atteindre un niveau de développement économique et social qui leur permet de mener une vie décente.

Les peuples des pays en développement ne savent que trop que leurs insuffisances matérielles et techniques entravent la réalisation de leurs objectifs nationaux de développement : aussi cherchent-ils de plus en plus à promouvoir les relations de bon voisinage, la paix et la coopération. Conscients du fait que l'indépendance politique sans l'indépendance économique est un vain mot, ils ont déclaré une guerre sans merci à la domination et l'exploitation. Ils sont décidés à lutter résolument pour la paix et la justice sociale.

Pour leur part, les impérialistes et les néo-colonialistes endurcis, oubliant la marche inexorable de l'histoire, font l'impossible et recourent à n'importe quelles ruse et intrigue pour garder la mainmise sur les ressources naturelles de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Amérique latine, dans le but de continuer à les exploiter. L'organisation du Traité de l'Atlantique nord, c'est un fait, a pour mission primordiale d'exécuter ce sinistre dessein. Il est également évident que certains événements récents sont des symptômes du mal plus profond que nous avons brièvement esquissé ci-dessus.

Le Gouvernement des Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN ont construit de nouvelles bases militaires et renforcé celles qui existaient déjà, organisant des "forces d'intervention rapide" et effectuant des vols d'avions - espions en violation à la souveraineté des pays de la région. En outre, des manoeuvres militaires, du genre des manoeuvres dites "Bright Star 82" actuellement en cours, sont également effectuées dans notre région, dans le seul but de déstabiliser des gouvernements légitimes et d'étouffer les mouvements authentiques de libération nationale.

L'impudente agression lancée récemment par les Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne prouve amplement à quel genre de politique les Etats-Unis ont recours pour imposer leur domination par le chantage politique, la terreur, l'arrogance du pouvoir, la progagande hostile, la provocation et l'emploi patent de la force. Afin de donner une apparence de légalité à leurs actes de provocation et d'agression, les Etats-Unis et leurs alliés trouvent souvent de vains prétextes. Le plus récent, est la prétendue menace que constituerait le Traité tripartite d'amitié et de coopération entre nos trois pays pour les alliés de l'Amérique dans la région. La vérité est que tous ces prétextes sont constamment inventés à seule fin de tromper l'opinion publique mondiale et de détourner l'attention des situations explosives qui règnent au Moyen-Orient et en Afrique australe, où des millions de personnes sont condamnées à lutter sans fin pour briser les fers d'une exploitation impitoyable et d'une oppression raciste.

Devant la gravité de la situation, nos trois gouvernements, en tant que parties au Traité tripartite d'amitié et de coopération, ont convoqué à Addis Abeba, du 15 au 17 novembre 1981, une réunion extraordinaire de la Commission politique pour examiner la situation.

La Commission politique a procédé à des échanges de vues sur la situation internationale en général et sur l'évolution récente dans la région en particulier. Après avoir étudié de près les répercussions des grandes manoeuvres militaires conjointes qui se déroulent actuellement sous la conduite des Etats-Unis, elle a publié une déclaration commune exprimant la grave préoccupation et l'inquiétude de nos trois gouvernements et peuples.

Etant donné que les manoeuvres en cours sont lourdes de conséquences pour la paix et la sécurité du monde, ainsi que pour l'action entreprise par les Etats souverains de la région pour parvenir à un développement national libre de tous liens, je vous adresse la présente communication et y joins le texte de la déclaration commune.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir attirer l'attention des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sur la teneur de la présente communication et de la déclaration qui l'accompagne et de prendre toute autre mesure que vous jugeriez appropriée. Je voudrais également vous informer que j'adresse des messages analogues à d'autres organisations régionales et internationales compétentes.

Veillez agréer, etc.

Le Ministre,
(Signé) M. Feleke GEDLE-GIORGIS

M. Kurt Waldheim
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York
Etats-Unis d'Amérique

/...

APPENDICE

DECLARATION COMMUNE DE LA COMMISSION POLITIQUE DE L'ETHIOPIE
SOCIALISTE, DE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET
SOCIALISTE ET DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU
YEMEN

Conformément aux dispositions du Traité d'amitié et de coopération entre l'Ethiopie socialiste, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et la République démocratique populaire du Yémen, signé à Aden le 19 août 1981, la Commission politique a tenu une réunion extraordinaire à Addis-Abeba les 16 et 17 novembre 1981.

Les délégations des trois pays étaient dirigées respectivement par :

Le camarade Feleke Gedle-Giorgis, ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie socialiste.

Le camarade Salem Saleh Mohamed, membre du Comité central du parti socialiste yéménite et ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire du Yémen.

Le frère Abdulati Al-Obeidi, secrétaire du Comité populaire du Bureau populaire de liaison avec l'étranger de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.

La Commission politique a examiné la situation et a procédé à une analyse approfondie des événements survenus au cours des derniers mois dans la région où les Etats-Unis d'Amérique s'emploient à fomenter la discorde, la mésentente et les conflits directs entre pays voisins.

A l'occasion de leur évaluation de la situation régionale et internationale, les membres de la Commission politique ont exprimé des vues identiques et ont constaté que les objectifs de l'impérialisme dans le monde en général et dans la région en particulier sont au premier chef de perpétuer l'exploitation des ressources naturelles et d'imposer sa domination sur les pays de la région, de limiter leur liberté d'action, de distraire l'attention internationale des graves problèmes du Moyen-Orient et d'Afrique australe et d'entraver les efforts déployés par les peuples et les pays africains et arabes pour progresser sur le plan socio-économique.

La Commission politique a noté que la machine de guerre des Etats-Unis en Méditerranée, en Afrique, au Moyen-Orient, dans la mer Rouge, dans la région du Golfe et dans l'océan Indien avait été considérablement renforcée récemment dans le but de maintenir la zone dans un état de tension constante. La Commission a souligné que ces actes de provocation et d'agression perpétrés par le gouvernement Reagan n'étaient pas seulement dirigés contre l'Ethiopie, la Libye et le Yémen démocratique en raison de leur position anti-impérialiste, anti-réactionnaire,

/...

anti-raciste et anti-sioniste, mais aussi contre tous les pays épris de paix, démocratiques et progressistes, ainsi que contre les mouvements de libération nationale d'Afrique et du Moyen-Orient.

La Commission politique a noté que les impérialistes américains avec leurs complices d'Egypte, du Soudan, de la Somalie et d'Oman, ainsi qu'avec l'entité sioniste venaient d'entreprendre conjointement de grandes manoeuvres militaires désignées par le nom de code "Bright Star 82" se déroulant dans une zone s'étendant du sud de la Méditerranée à l'océan Indien.

La Commission politique a noté que l'impérialisme américain, en collaboration avec ses alliés réactionnaires racistes et sionistes, procédait au déploiement de "forces d'intervention rapide" non seulement pour intimider les trois pays mais aussi pour assurer sa domination sur la région. La Commission politique a en outre noté que l'existence d'alliances associée avec la présence de bases militaires américaines dans un certain nombre de pays de la région, ainsi que les facilités offertes par ces pays constituaient une menace grave pour les trois pays, pour la stabilité de la zone et pour la paix et la sécurité internationales.

Après avoir rappelé que la grande majorité des pays d'Afrique et du Moyen-Orient avaient accédé à l'indépendance nationale après de longues luttes et d'énormes sacrifices, la Commission politique a souligné que les actes d'exploitation, de domination, de provocation et d'agression des impérialistes américains et de leurs alliés de l'OTAN étaient perpétrés au moment même où des peuples africains et leurs frères arabes s'efforçaient de promouvoir la coopération régionale afin d'utiliser de manière efficace et rationnelle leurs ressources naturelles au profit du développement socio-économique de leurs peuples. La Commission a souligné que les puissances de l'OTAN, avec à leur tête l'impérialisme américain, s'étaient lancées dans de vastes manoeuvres pour mettre obstacle à la coopération pacifique entre Etats souverains dans la région et faire échouer la lutte des mouvements authentiques de libération en Afrique et au Moyen-Orient.

La Commission a noté que la fourniture d'armes perfectionnées à certains pays de la région avait pour but d'aggraver la tension et les conflits locaux. L'implantation de nouvelles bases militaires et l'expansion des bases existantes, la création d'axes militaires par le biais de "consensus stratégiques" et d'"alliances stratégiques" ainsi que le déploiement de "forces d'intervention rapide" s'inscrivaient toutes dans le plan conçu par les Etats-Unis pour compromettre la paix de la région à des fins politiques et économiques servant ses intérêts.

Se référant aux manoeuvres militaires en cours, qui affectent des régions et des peuples entiers, depuis le North Dakota aux Etats-Unis et, au-delà de l'Atlantique, l'Europe, la Méditerranée, l'Afrique, le Moyen-Orient, la mer Rouge, la région du Golfe jusqu'à Diego Garcia dans l'océan Indien, la Commission a noté que lesdites manoeuvres visaient à faire retentir les tambours menaçants de la

guerre froide en vue de préparer un conflit mondial. La Commission a en outre souligné que les manoeuvres militaires des Etats-Unis avaient pour but de porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats qui refusaient d'accepter les diktats des Etats-Unis, de fomenter la discorde, les malentendus et les conflits directs entre Etats de la région pour perpétuer l'exploitation de leurs ressources naturelles, ainsi que de distraire l'attention de l'opinion mondiale de la situation explosive régnant en Afrique australe et au Moyen-Orient.

La Commission a souligné que pour parvenir à ses objectifs, les impérialistes américains employaient diverses méthodes et notamment, s'ingéraient dans les affaires intérieures des Etats, se livraient à des agressions directes, semaient la discorde et exacerbent les conflits existants entre Etats, installaient de nouvelles bases militaires, renforçaient les bases existantes, déployaient des forces d'intervention rapide, se livraient à des activités d'espionnage par des moyens perfectionnés divers tels que les systèmes aéroportés d'alerte et de défense (AWACS) et effectuaient périodiquement des manoeuvres comme "Bright Star 81" - et "Bright Star 82" actuellement en cours.

A la lumière de cette évaluation de la situation et des événements survenus récemment dans la région, la Commission politique :

Condamne énergiquement les grandes manoeuvres militaires et les actes d'intimidation de l'impérialisme américain et de ses collaborateurs dans la région.

Condamne énergiquement la présence de ces forces impérialistes et réactionnaires dans la région comme étant contraire aux chartes et aux principes de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue arabe, du Mouvement non aligné et de l'Organisation des Nations Unies.

Décide de prendre les mesures voulues pour faire échouer les conspirations des impérialistes, des néo-colonialistes, des racistes, des sionistes et des réactionnaires internationaux qui visent non seulement à étouffer les révolutions des trois pays et à en renverser le cours, mais aussi à perpétuer l'emprise et l'exploitation impérialistes et néo-colonialistes sur les peuples et les ressources naturelles de la région.

Réaffirme la volonté des trois pays de renforcer encore l'amitié, la coopération et la solidarité avec les pays de la communauté socialiste.

Invite tous les pays épris de paix, progressistes et démocratiques en général, et les pays de la région en particulier, à condamner ces actes de provocation et d'agression qui ont des conséquences très graves pour la paix et la sécurité mondiales ainsi que pour la stabilité de la région.

Décide de porter la question à l'attention de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue arabe, du Mouvement non aligné et de l'Organisation des Nations Unies et demande instamment à ces organisations de prendre des mesures correspondant à la gravité de la situation.

Réaffirme que les trois pays s'engagent à promouvoir les relations de bon voisinage, la paix et la coopération conformément aux chartes et aux principes des organisations régionales et internationales dont ils sont membres.

	Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste,	Pour la République démocratique populaire du Yémen,
Pour l'Ethiopie socialiste,		
(<u>Signé</u>) Feleke GEDLE-GIORGIS	(<u>Signé</u>) Salem Saleh MOHAMED	(<u>Signé</u>) Abdulati AL-OBEIDI

Addis-Abeba
17 novembre 1981.
